



1. Un engagement sans pareil

L'année 2020 restera gravée dans notre mémoire collective pour longtemps. Bien qu'il nous tarde de sortir de cette pandémie, ce serait une erreur de retenir de cette année que difficultés et négativisme. En tant que président de l'ACÉPO, je peux témoigner de la réaction extraordinaire des [quatre conseils scolaires publics de langue française de l'Ontario](https://www.acepo.org/conseils-scolaires/) (<https://www.acepo.org/conseils-scolaires/>), face au défi colossal qu'a représenté et que représente toujours la pandémie.

De la mi-mars à la fin décembre, [les conseillers et conseillères scolaires](https://www.acepo.org/a-propos/conseillers-scolaires/) (<https://www.acepo.org/a-propos/conseillers-scolaires/>), les directions de l'éducation, les équipes administratives et les équipes éducatives de nos quatre conseils scolaires ont travaillé sans arrêt, avec acharnement, ouverture, engagement, innovation, patience et surtout avec cœur, à mettre en œuvre tout ce qui était nécessaire afin d'assurer le meilleur environnement d'apprentissage possible pour leurs élèves, leurs familles, leur personnel, et leurs communautés. Aucun effort n'a été épargné, malgré les conditions parfois impossibles dans lesquelles ils et elles devaient œuvrer.

Cette année, je veux rendre hommage à ces femmes et à ces hommes. J'ose souhaiter que ce soit elles et eux, ainsi que leur engagement sans pareil envers nos enfants, qui nous reviendra en mémoire lorsque nous évoquerons l'année 2020.

Denis M. Chartrand, président de l'ACÉPO

Sylvie Landry (vice-présidente ACÉPO), Denis M. Chartrand (président ACÉPO)

2. Une année pivot

En cette année pleine de défis, l'ACÉPO a misé plus que jamais sur la collaboration avec ses conseils membres, avec les intervenants clés du ministère de l'Éducation, et ses partenaires de l'éducation provinciale et nationale.



Groupe de travail sur la pénurie du personnel enseignant

L'ACÉPO a travaillé activement, à titre de membre du groupe de travail sur la pénurie du personnel enseignant, à la création du rapport qui a été soumis au ministre de l'Éducation en décembre. Ce rapport comprend 37 recommandations offrant des pistes de solutions qui visent à réduire la pression croissante de la pénurie du personnel enseignant sur nos écoles publiques de langue française. L'ACÉPO a, entre autres, recommandé que le gouvernement forme un comité de mise en œuvre pour assurer l'implémentation efficace des mesures proposées. Il en va de la pérennité de notre système d'éducation publique de langue française.



COVID-19 – Collaboration avec le ministère de l'Éducation

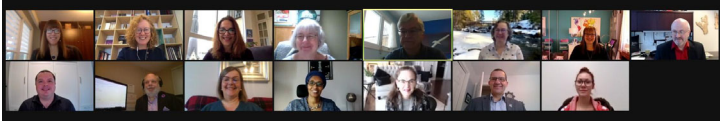
Depuis mars 2020, l'ACÉPO est en communication constante avec la sous-ministre de l'Éducation, les conseils scolaires, les intervenants clés en éducation et les experts en santé pour la continuité de l'enseignement. Elle a attiré l'attention sur les particularités des conseils scolaires publics de langue française et la nécessité de prendre en compte leurs spécificités avant d'imposer des mesures pour tous. De ces efforts concertés ont résulté, entre autres, une flexibilité accrue des conditions de retour au travail du personnel enseignant retraité et l'obtention d'un financement plus équitable de l'ensemble des conseils scolaires pour la mise en oeuvre des écoles virtuelles. De plus, l'ACÉPO a été la première à réagir et à attirer l'attention de l'ensemble de la province sur les risques des changements liés aux cours en ligne inclus dans le projet omnibus du gouvernement. La clé du succès

de l'ACÉPO est son approche axée sur la collaboration et le soutien, combinée à une vigilance constante et une communication transparente.



Apprentissage virtuel

L'ACÉPO a fait preuve de leadership au niveau provincial en identifiant dès janvier les risques associés à la nouvelle exigence du ministère de l'Éducation quant aux crédits obligatoires en apprentissage virtuel des apprenants du secondaire. Elle a été chercher un avis juridique pour renforcer ses arguments pour défendre les droits de l'éducation de langue française dans ce domaine. L'ACÉPO a, entre autres, réussi à sécuriser un montant sous le Programme de contestation judiciaire du gouvernement fédéral, positionnant avantageusement l'éducation publique de langue française dans ce dossier. Depuis le mois de juillet, l'ACÉPO et l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) collaborent avec TFO, le ministère de l'Éducation et le ministère des Affaires francophones, pour tenter d'arriver à un modèle de collaboration possible.



Redéploiement du personnel scolaire

Pour tenter de soutenir l'effort collectif du combat contre la COVID-19, le gouvernement a demandé aux conseils scolaires d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de redéploiement de leur personnel, sur une base volontaire, afin d'appuyer les travailleurs de première ligne dans les hôpitaux, les centres de soins de longue durée, les maisons de retraite, les refuges pour sans-abris, les maisons pour femmes violentées, etc. L'ACÉPO a travaillé pendant plusieurs mois, en collaboration avec le gouvernement et les autres associations de conseils scolaires, à la planification du modèle de redéploiement qui répondrait aux besoins en personnel de première ligne de la province dans le contexte de la COVID-19, tout en respectant les particularités du secteur scolaire.





Consortium Centre Jules-Léger, par et pour les Francophones

Le transfert historique du Centre Jules-Léger, du ministère de l'Éducation à la communauté francophone, a eu lieu le 17 août 2020; cette date restera gravée dans la mémoire collective francophone. Le Centre Jules-Léger a une place toute particulière dans le système d'éducation de langue française en Ontario; son mandat et ses services sont inestimables pour les élèves francophones ayant des besoins particuliers. L'ACÉPO aimerait reconnaître les années de travail acharné, d'engagement et de revendication de l'ensemble des membres du [Consortium Centre Jules-Léger \(https://ccjl.ca\)](https://ccjl.ca), dont les représentants des conseils scolaires publics de langue française, soit Jeannette Labrèche, Roda Muse, Pierre Lambert, Lucille Collard et François Guérin.

3. Une vision forte

En 2020, l'ACÉPO s'est interrogée sur l'avenir et l'impact qu'elle souhaite avoir dans les prochaines années. Forte d'une consultation extensive de ses partenaires et parties prenantes, elle s'est projetée avec dynamisme et confiance dans l'avenir. De ces réflexions est né son nouveau plan stratégique 2020-2025. Guidé par la Théorie du changement, il reprend la séquence de changements et d'interventions qui doivent se produire pour arriver à ce que partout en Ontario, les élèves aient un accès équitable et inclusif à une éducation publique de grande qualité en langue française.

Plan stratégique 2020-2025

Mission

Une voix forte pour l'avancement de l'éducation publique en français en Ontario.

Vision

Partout en Ontario, les élèves ont un accès équitable et inclusif à une éducation publique de grande qualité en langue française.

Valeurs

- Leadership
- Inclusivité
- Collaboration
- Équité

Axes et objectifs stratégiques

1

Représenter les conseils scolaires en relations de travail

1. Agir à titre de négociateur central
2. Optimiser le mandat de relations de travail

2

Représenter les intérêts communs de l'éducation publique de langue française

1. Sensibiliser les intervenants clés en matière d'éducation publique de langue française
2. Revendiquer l'équité pour l'éducation publique de langue française
3. Renforcer la visibilité et accroître la notoriété de l'éducation publique de langue française

3

Développer un leadership stratégique durable

1. Maximiser l'impact des partenariats stratégiques
2. Construire des environnements de travail et d'apprentissage ouverts où chaque personne est appréciée et traitée avec respect et dignité
3. Consolider les expertises du système d'éducation publique de langue française
4. Renforcer la structure organisationnelle et financière de l'ACÉPO
5. Coordonner des actions provinciales en fonction des priorités identifiées par les conseils scolaires

4. Relations de travail : Une collaboration fructueuse

L'année 2020 a aussi été marquée par l'intense activité déployée dans le domaine des relations de travail. L'ACÉPO a de nouveau démontré son approche collaborative, sa vision inclusive, et sa capacité à ne jamais perdre de vue la pérennité de l'éducation de langue française en Ontario, et ce, même dans les moments difficiles. Comme toujours, l'ACÉPO a cherché à conclure des ententes gagnantes pour l'ensemble des parties, permettant aux écoles publiques de langue française de continuer à offrir une éducation de grande qualité à tous les élèves ainsi que des conditions de travail satisfaisantes au personnel scolaire.

L'ACÉPO, en partenariat avec les autres associations de conseils scolaires, le gouvernement et les syndicats, a participé à trois tables de négociations : celle de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), celle des Travailleuses et travailleurs en éducation membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et celle des Travailleuses et travailleurs en éducation membres de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO). La ronde de négociations s'est achevée en mai 2020 par la ratification d'ententes collectives centrales gagnantes pour les conseils scolaires publics de langue française et leurs employés et employées. Ces ententes centrales, combinées aux ententes locales, soutiennent la création d'environnements scolaires favorables au développement du plein potentiel de chaque élève.



Exemples de gains négociés pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

- Projet pilote de médiation accélérée pour une résolution rapide des griefs
- Maintien du financement pour le personnel en enfance en difficulté



Exemples de gains négociés pour l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO)

- Maintien des effectifs de classe à l'élémentaire
- Harmonisation de certains congés pour les quatre conseils scolaires publics
- Mise en place d'un groupe de travail sur la pénurie des enseignantes et des enseignants

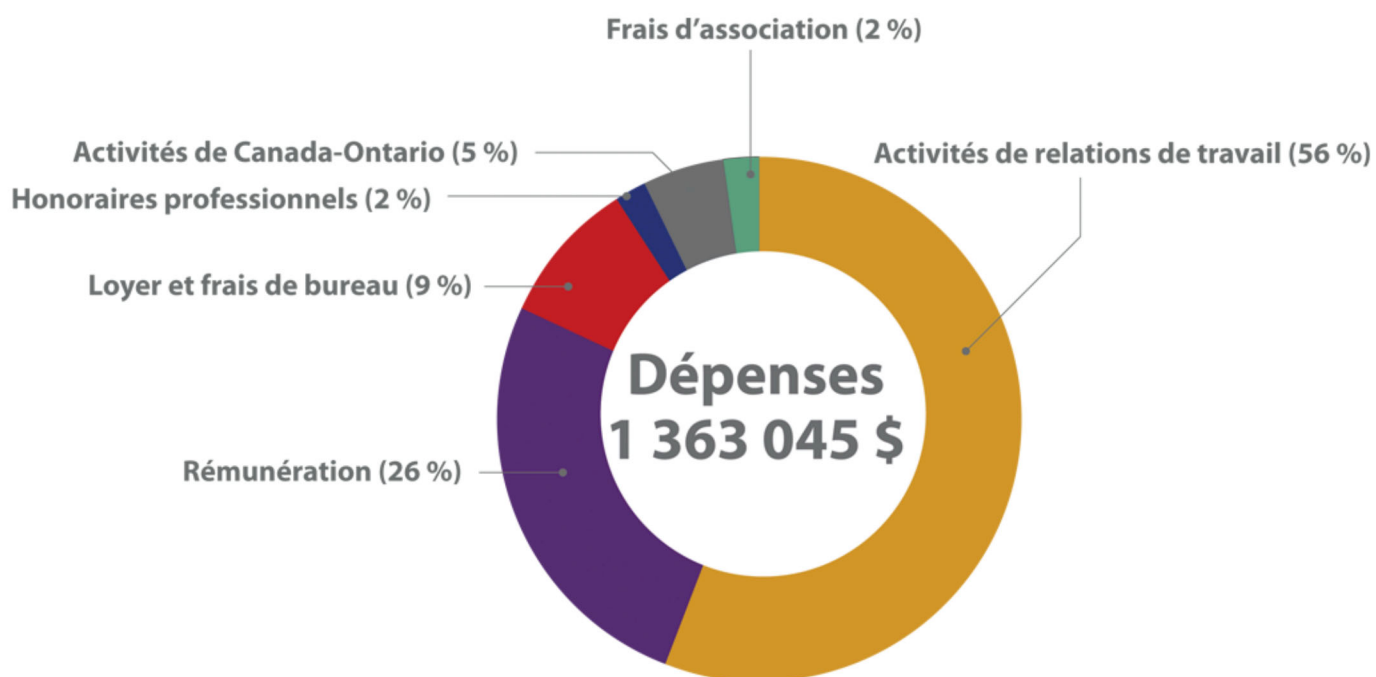
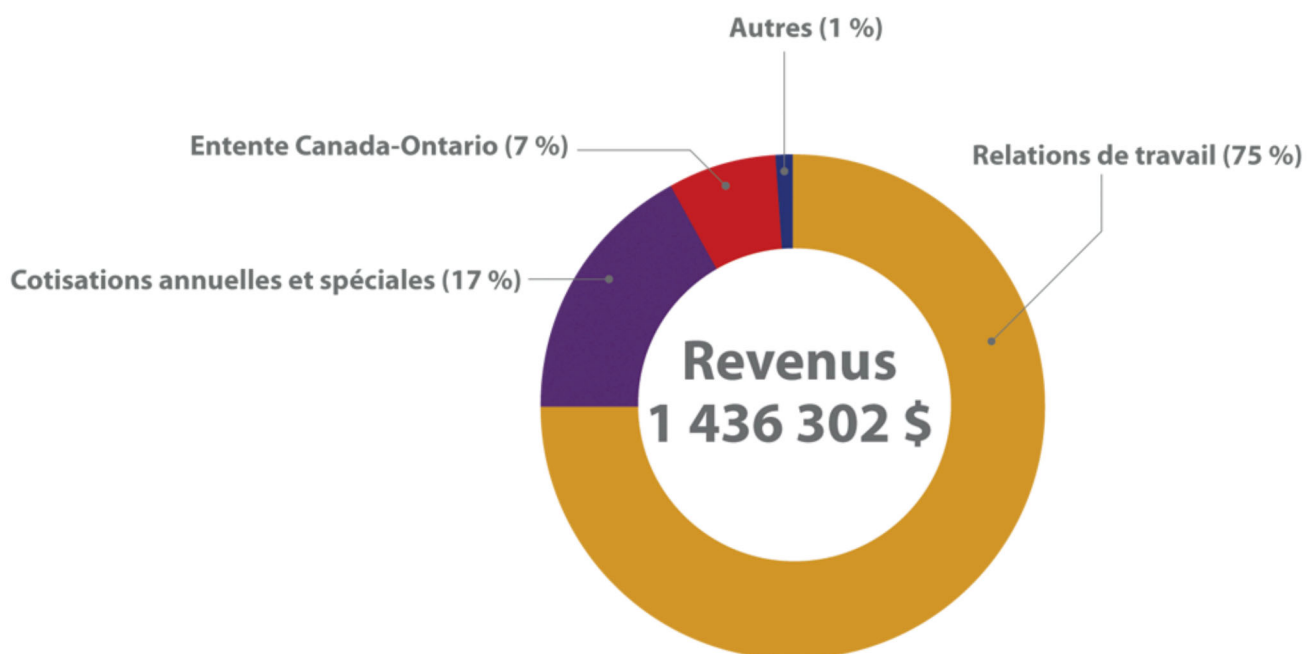


Exemples de gains négociés pour la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)

- Création d'une subvention unique pour la formation des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance
- Possibilité pour un conseil d'exiger une preuve médicale pour accéder aux congés de maladie

5. Revenus et dépenses

Les états financiers audités de l'ACÉPO reflètent une image fidèle de la situation financière de l'association au 31 août 2020.



6. Une croissance accélérée

Le système d'éducation publique de langue française en Ontario est le système qui connaît, de loin, la plus forte croissance. Avec une augmentation d'élèves de 81 % depuis leur création en 1998, les effectifs des écoles publiques francophones ont ces cinq dernières années connu une croissance moyenne annuelle de 3,6 %. En 2020-2021, plus de 35 000 élèves ont choisi les écoles publiques de langue française.

Ce succès s'explique par le fait que nos conseils scolaires publics de langue française répondent parfaitement aux besoins d'une population multiculturelle vivant dans une société moderne et démocratique. Ils offrent à leurs élèves une éducation de grande qualité axée sur les compétences du XXI^e siècle, en donnant l'appui nécessaire à leur personnel enseignant et en assurant un environnement inclusif et sécuritaire. Le [Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario](https://cepeo.on.ca) (CEPEO), le [Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario](https://cspgno.ca) (CSPGNO), le [Conseil scolaire public du Nord-Est de l'Ontario \(CSPNE\)](https://cspne.ca) et le [Conseil scolaire Viamonde](https://csviamonde.ca) (CS Viamonde) visent à atteindre l'excellence pour leurs élèves et leur personnel.

Nombre d'élèves des conseils scolaires publics de langue française

